

CADRE JURIDIQUE

Sur les rôles et les devoirs des journalistes:

Le nouveau code de la communication est en gestation, mais on peut prendre comme référence l'actuel Code qui intègre en son sein des principes universels sur l'éthique et la déontologie, à savoir:

- Le public a droit à une information complète et conforme aux faits et événements. La garantie de qualité de l'information est assurée par la rigueur, l'intégrité et l'honnêteté
- Le journaliste n'induit pas le public en erreur ni ne tente de la manipuler en s'en remettant à des sources fictives ou anonymes. Il prend la responsabilité de ses écrits ou paroles.
- La liberté de commentaires ne doit pas primer sur l'exactitude des faits rapportés. Opinions personnelles à séparer.
- Interdiction de plagiat, il faut citer les sources
- protection des sources et secret professionnel
- liberté d'information est limitée par le respect du droit fondamental du citoyen à la vie privée, à l'intimité et à l'honneur
- toute personne non reconnue coupable par les tribunaux sont présumées innocentes.
- les erreurs doivent être rectifiées, et le journaliste doit faire amende honorable si il a lésé une personne.
- droit à la différence d'opinion

le cadre juridique qui pourrait les "protéger," les limites juridiques qu'ils ne doivent pas franchir:

Le cadre juridique qui pourrait les protéger: le Code de la communication, et le Code pénal car il ne faut pas oublier qu'avant tout, le journaliste est un simple citoyen et est soumis aux mêmes droits et obligations que tout citoyen normal. Débat à susciter: est-ce que les journalistes devraient bénéficier d'une protection spéciale? Dans une situation normale (situation où les journalistes respectent l'éthique et la déontologie), ils devraient en principe faire l'objet d'une protection. Le problème surgit quand les journalistes sont des corrompus, sont manipulés par les forces politiques, sociales et économiques.

Les limites juridiques que les journalistes ne devraient pas réfléchir: A part les limites citées plus haut, les limites imposées par la loi sont: atteintes à l'honneur des personnes privées (diffamations, injures), atteintes à l'honneur des institutions et personnalités publiques nationales et étrangères (outrages divers), atteintes à la collectivité nationale (fausses nouvelles etc...)

Exceptions limitant l'accès des journalistes à l'information: secret de défense nationale, secret économique stratégique, information portant à la sécurité de l'Etat, informations concernant les enfants ou adolescents, secret de l'enquête et de l'instruction judiciaire...). Nota bene: ces restrictions existent dans toutes les législations du monde.